

## FAUT-IL COUPER LE NIGERIA EN DEUX ?

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Economiste

Directeur du groupe de réflexion, d'action et d'influence « Afrology »

29 mars 2010

**Interview par Mr Christophe Boisbouvier,**

Journaliste Radio France Internationale (RFI)

Lundi 29 mars 2010, L'invité du Journal Afrique

Le Colonel Kadhafi a provoqué un énorme scandale, le 16 mars dernier, en proposant une partition du Nigeria. « *C'est la seule chose qui pourrait faire cesser les violences entre chrétiens et musulmans* », a-t-il lancé. Aussitôt, le président du Sénat nigérian l'a traité de « *fou* », et le Nigeria a rappelé son ambassadeur à Tripoli. Mais le numéro Un libyen est-il aussi « *fou* » que cela ?

### 1. Couper un pays en deux : ignorance ou solution à l'emperte-pièce ?

Le moins que l'on puisse dire est que la proposition du Guide Libyen Mouammar Kadhafi n'a pas laissé indifférent. Est-ce qu'elle est pertinente ? Certainement puisqu'il y a au moins deux écoles de pensée qui s'opposent sur ce sujet à savoir :

- l'homogénéité religieuse devrait favoriser la paix sociale pour les uns,
- l'apprentissage du vivre ensemble devrait garantir la paix sociale et le respect mutuel sur le long terme pour d'autres.

Le Guide libyen a choisi la première approche. Toutefois, les populations du Rwanda parlent pourtant la même langue et ont en commun souvent une religion commune et cela n'a pas empêché les guerres communautaires récurrentes jusqu'au génocide récent. La séparation en Irlande entre "*Catholiques*" et "*Protestants*" n'a rien résolu. La logique de la séparation est une logique militaire, statique et ouvre le champ à de futurs chocs religieux du fait justement de l'ignorance mutuelle des communautés religieuses. Par ailleurs, c'est méconnaître que l'Afrique a ses propres religions systématiquement passées sous silence alors que ces dernières, encore bien vivaces, vivent en tolérance parfaite avec les religions dites "*importées*". Il y a donc lieu de trouver dans l'histoire récente des peuples des propositions de sortie de crise. Au Nigeria, le problème est d'abord foncier et la solution ne peut faire l'économie de la défaillance, voire la complicité de la police locale, minée par l'impunité et le parti pris.

Il y a beaucoup d'ignorance dans la proposition du Guide Libyen car si on devait créer des espaces séparés en rapport au nombre de pratiques religieuses en Afrique avec en filigrane les groupements ethniques, l'Afrique ne serait qu'une mosaïque de clans incapables d'une vie commune. Avec les objectifs d'unité africaine, ce n'est peut-être pas cela que le premier responsable libyen voulait suggérer. Il y a donc peut-être d'abord un manque d'analyse en profondeur. En réalité, il semble qu'il s'agisse là de l'affirmation d'une stratégie de longue date basée sur un objectif non avoué consistant à faire avancer non pas l'Union africaine dans sa tentative d'imposer les Etats-Unis d'Afrique à des Chefs d'Etat africains qui n'en veulent pas dans leur grande majorité, mais bien de faire favoriser la création d'un espace régional où les pays africains de confession majoritairement musulmane serait intégrés dans un espace arabe. Couper le Nigeria en deux signifierait alors que la partie "*musulmane*" viendrait grossir le rang des pays africains composant la communauté soudano-sahélienne CEN-SAD<sup>1</sup> que contrôle le Guide libyen et qui représente une zone d'influence non négligeable.

## 2. Les Etats-Unis d'Afrique : sécession du monde musulman avec le monde chrétien ?

Au regard de l'ingérence dans les affaires intérieures du Nigeria ou du Soudan puisque cette proposition de susciter la sécession de pays semble se généraliser pas nécessairement pour des motifs religieux mais économiques notamment pour des investisseurs étrangers ou des puissances extérieures, Le Guide libyen gagnerait à observer l'obligation de réserve ou à changer ses conseillers politico-économiques qui sont fort mal informés sur la réalité des problèmes africains. Par ailleurs, on peut se demander comment réagirait le Guide libyen si un chef d'Etat africain ou à fortiori occidental demandait de couper la Libye en deux en offrant la capitale du nouvel Etat sécessionniste à Benghazi, ville riche où se trouve l'essentiel des opposants au pouvoir centralisé libyen.

Au regard de l'intégrité d'un territoire (Nigeria ou Soudan), il y a lieu de se demander si une telle proposition n'est pas en train de promouvoir un retour en arrière avec en filigrane la guerre de sécession du Biafra ou celui du Soudan-sud. En réalité, il s'agit donc bien d'une initiative du Guide libyen allant dans le sens de la sécession pour la paix. En filigrane, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a peut-être derrière une telle affirmation une volonté de pousser vers la sécession du monde musulman avec le monde chrétien. En repensant à une nouvelle carte de l'Afrique où les pays africains à majorité musulmane viendraient former un grand espace séparé des chrétiens ou des animistes, les intentions réelles du responsable libyen ne sont pas de nature à rassurer. Sa pensée ne se décline pas en termes de paix mais plus en termes de construction de l'unité arabe. Toucher à l'intégrité territoriale d'un pays comme le Nigeria et au-delà de l'Afrique sur une base religieuse pose le problème de la volonté d'unification réelle des peuples prônée par le guide libyen.

Au regard de son soutien à la construction des Etats-Unis d'Afrique qui suppose l'unité, il y a contradiction. Sur le long terme, il est question d'aller vers une Afrique sans frontières et donc lever l'intangibilité des frontières. Ce n'est d'ailleurs pas le concept d'unité qui est opérationnel mais bien celui d'interdépendance africaine<sup>2</sup>, concept qui repose sur les rapports de confiance et de complémentarité mutuels.

En accueillant le 27-28 mars 2010 pour la 1<sup>e</sup> fois dans sa ville natale de Syrte le sommet de la Ligue arabe<sup>3</sup> qu'il présidera d'ailleurs pour an, le Guide libyen Mouammar Kadhafi retrouve après l'Afrique un moyen d'offrir ses services de grand architecte de l'unité. Cette fois-ci, ce sera l'unité des nations arabes, puisque les Africains ne se sont pas reconnus dans les termes de l'unité des Nations africaines définis par le Guide libyen. A ce titre, seuls 14 sur 22 chefs d'Etat d'un pays arabe se sont rendus au Sommet de la Ligue arabe, ce qui n'est pas un signe d'intérêt pour l'unité arabe lorsqu'elle est proposée par le Guide libyen.

Au regard de la grande majorité des musulmans ou des chrétiens, il y a contradiction puisque cette majorité silencieuse prône l'interdépendance<sup>4</sup>, le bon voisinage et le respect mutuel puisque le message de Dieu ou Allah ne repose pas sur la sécession. Le Guide libyen ne peut aller à l'encontre de ce que souhaite la grande majorité des peuples chrétiens et musulmans... On est donc paradoxalement dans une logique politique de clanisme et non dans une logique de construction d'une nation apaisée.

Mais la question mérite d'être posée même si elle n'est pas pertinente au regard des vrais problèmes à savoir :

- les conflits relatifs au foncier,
- la crise alimentaire<sup>5</sup> et les inégalités qui s'en suivent ; et
- la neutralité coupable de la police nigériane, apparemment au courant de l'opération punitive qui a fait plus plusieurs centaines de morts et de blessés à Jos au Nigeria.

Si la solution du Guide Libyen est réduite à couper un pays en deux, c'est que cette solution n'a pas été réfléchi ou repose sur d'autres considérations stratégiques d'unité du monde musulman. De toutes les façons, la solution libyenne ne constitue nullement une solution à court terme, encore moins à long terme.

L'avènement d'une société de confiance et la construction d'une nation s'apprennent par la gestion des erreurs communes et le respect de l'histoire et de la mémoire de chacun. On ne peut s'interroger sur une stratégie plus globale autour de l'unité hypothétique du monde musulman que recouvre d'ailleurs l'institution sous-régionale CEN-SAD contrôlée par la Libye. Celle-ci vient se greffer sur des institutions sous-régionales africaines existantes, créant ainsi une nouvelle confusion dans les objectifs de rationalisation de l'approche sous-régionales. L'unité sous-régionale est remplacée par une nébuleuse d'institutions se chevauchant et incapable de respecter les délégations de pouvoir vers le supranational. La subsidiarité perd de sa substance. On est donc passé avec le Guide libyen de la volonté de construction de l'interdépendance à une négation pure et simple du concept qui devient : la promotion de l'inter-indépendance.

En réalité, il est plus question de créer des espaces de réseautage où les conditionnalités politiques reposent sur un "leader" « *charismatique censitaire* » qui ne peut être que le Guide libyen lui-même. Ce dernier peut alors imposer ses points de vue sur la base de l'accumulation autocratique de la richesse nationale fondée sur des matières premières sous contrôle, ce qui ne peut qu'expliquer sa diplomatie de l'influence.

### 3. La solidarité conditionnelle

Plusieurs pays pauvres rejoignent le Guide libyen lorsqu'il évoque les défaillances et exploitations occidentales en Afrique. Ils font profil bas lorsqu'ils en arrivent à la conclusion qu'il y a souvent une préférence pour le monde musulman ou la communauté musulmane dans le pays qui accueille ou travaille formellement ou informellement avec les services du Guide. L'argent faisant le reste, beaucoup de dirigeants africains n'arrivent pas à affirmer leur différence sauf principalement le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Egypte, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc... et récemment la Guinée Equatoriale, la Côte d'Ivoire et la Tanzanie. La plupart des pays africains profitent du parapluie français pour s'affranchir discrètement de l'influence envahissante sans toutefois négliger, au plan personnel, les soutiens financiers conditionnels qu'impose la Libye.

Le blocage de son projet des Etats-Unis d'Afrique au niveau de l'Union africaine est un signe du jeu trouble du "je t'aime moi non plus" de certains dirigeants vis-à-vis de celui qui est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat il y a 41 ans et estime avoir réalisé dans son pays la démocratie directe sans alternance à la tête de l'Etat. Les pays africains devraient s'interroger sur les motivations du Guide de la Révolution libyenne lequel n'a pas voulu réaliser une révolution au niveau du groupe de la Banque africaine de développement en n'acceptant pas de créer un guichet de type *Fond spécial de solidarité* alors que le Nigeria l'a fait depuis 30 ans, sous la forme d'un *Fond spécial du Nigeria*, avec plus de 80 millions de \$US et qui vient d'être renouvelé pour 10 ans... avec pour objectif d'aider les pays fragiles africains dans leur développement, non sans conditionnalités politiques.

Au plan des institutions, il faut bien reconnaître que les espaces politiques de soutien sont monnayés et reposent sur une sorte de compétition politique où les pauvres se rangent du côté du plus offrant non sans opportunisme, comme on le voit avec l'arrivée en force de la Chine en Afrique laquelle rafle l'essentiel des contrats de fournitures de service au niveau du groupe de la BAD<sup>6</sup>, juste devant la France.

### 4. Apprendre à défendre les intérêts communs

La sécession n'est donc pas la solution puisqu'à terme, la réunification aura lieu... En attendant celle des deux Congos en référence à la réunification politique de l'Allemagne, on peut valablement s'interroger sur les conséquences du démantèlement de l'ex-Yougoslavie même si cela a permis à l'Union européenne d'élargir sa frontière tout en limitant les appétits de la Russie. Les sécessions ne sont que des solutions provisoires qui marginalisent d'ailleurs les communautés minoritaires au sein des zones "découpées"...

En définitive, les motivations sont d'abord politiques et économiques et cela suppose des dirigeants conscients de défendre les intérêts communs des populations africaines. La paranoïa et le culte de la personnalité ne permettent pas d'avoir une analyse équilibrée et impartiale sur la séparation du Nigeria, surtout lorsque les principaux concernés n'ont pas été consultés. Le gouvernement fédéral du Nigeria a d'ailleurs violemment réagi. Le Cameroun avec le nord (musulman et anglophone) et le sud (chrétien et francophone) devrait anticiper les commentaires du Guide libyen et peut-être mieux renforcer la résilience de leur interdépendance pacifique. Même si la réunification n'est pas à l'ordre du jour, l'Ethiopie et l'Erythrée constituent un exemple récent. Avec le temps, faut-il soutenir des sécessions comme le nouvel espace érythréen qui semble évoluer vers une forme avancée et rétrograde de dictature ne créant pas d'emplois, juste parce que les grandes puissances sont intéressées par l'affaiblissement de l'Ethiopie ? Ces considérations politiques ne peuvent être analysées sans faire référence aux Etats puissants de ce monde qui ont des intérêts stratégiques à faire valoir aux dépens de la cohésion des populations africaines. Ces puissances grandes ou moyennes ont souvent besoin de conflits internes (vrais ou faux) pour justifier des éclatements géographiques, religieux, ethniques afin d'imposer la doctrine du "diviser pour régner".

La construction des Etats-Unis d'Afrique, qui a été le cheval de bataille de Kadhafi, suppose l'unité. Quand on demande de couper un pays en deux, c'est que l'on est en contradiction totale avec soi-même. Il n'est jamais trop tard pour changer sa position et adopter l'interdépendance africaine comme concept d'une unité pacifiée<sup>7</sup> !YEA.

29 mars 2010

© [amaizo.info](http://amaizo.info) et [afrology.com](http://afrology.com)

---

<sup>1</sup> Présentation de la CEN-SAD, voir < [http://www.cen-sad.org/new/index.php?option=com\\_content&task=view&id=33&Itemid=76](http://www.cen-sad.org/new/index.php?option=com_content&task=view&id=33&Itemid=76)>

<sup>2</sup> Yves Ekoué Amaïzo (sous la direction de), *L'Union africaine freine-t-elle l'unité des Africains ? Retrouver la confiance entre les dirigeants et le peuple-citoyen*, avec une préface de Aminata Traoré, collection "Interdépendance africaine", éditions Menaibuc, Paris, France, 2005.

<sup>3</sup> Organisation régionale regroupant 22 pays mais seuls 14 pays étaient présents en Libye.

<sup>4</sup> Yves Ekoué Amaïzo, *De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation. Une chance pour l'Afrique ?* Editions l'Harmattan, Paris, France, 1998.

<sup>5</sup> Dr Sylvanus Abalo, "Matières premières : vers une nouvelle crise alimentaire ?", in Afrology.com, (rubrique économie), 26 mars 2010

<sup>6</sup> Groupe de la Banque africaine de développement, *Rapport annuel 2008*, BAD et FAD, Tunis, Tunisie, p. 275.

<sup>7</sup> Yves Ekoué Amaïzo, *De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation. Une chance pour l'Afrique ?* Editions l'Harmattan, Paris, France, 1998.